

**Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012**  
**Discours général – Logement : Julien Bayou**

Monsieur le président,  
Madame la vice-présidente, chère Emma,  
Mes chers collègues,

## **9 millions de personnes sont en proie à la crise du logement**

Loyers impayés, habitat dégradé, absence de domicile personnel qui contraint au logement chez des tiers, dans des structures d'hébergement ou dans les rues : tel est le quotidien partagé par une part toujours croissante de nos concitoyens.

Plus de 60% des ménages français sont éligibles à un logement social, et 1,2 millions de demandeurs de logements sociaux sont en attente, alors que près de 300.000 recours DALO auront été déposés d'ici à la fin de l'année 2012.

A l'occasion de la conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale des 10 et 11 janvier 2012, les rapporteurs de l'atelier consacré à la politique d'hébergement et d'accès au logement se prononçaient « pour un choc de solidarité en faveur des sans-abris et des mal logés ».

Notre groupe a fait sien ce constat depuis longtemps, et a milité pour un sursaut de l'action publique en matière de logement.

Dans la rue et dans les institutions On n'a eu de cesse de dénoncer l'inaction scandaleuse du précédent gouvernement et de ceux d'avant : Borloo, Boutin, Apparou ont été des ministres pour rien. Rien hormis des défiscalisations et des tours de manche, maisons à 100.000 euros ou à 2 balles;

Cela commence à changer avec le nouveau gouvernement hier on a adopté une loi plus ambitieuse en termes de logements sociaux tant mieux ; je rejoins l'alerte de la Vice-présidente sur le taux réduit de TVA sur le logement social

On peut aller plus loin, il faut aller plus loin ; Ce sursaut pourrait notamment passer par des réquisitions, et nous soutiendrons à ce titre toute initiative gouvernementale en la matière : qu'il s'agisse d'immeubles appartenant à des banques, à des assurances ou même à l'église : on sait qu'il y a à Paris notamment des grands espaces vides, et en Ile de France plusieurs millions de m<sup>2</sup> de bureaux vides

Au possible, nous sommes tenus ;

Puisqu'on parle d'Église, une fois n'est pas coutume, je ne résiste pas à vous faire partager cette belle phrase de l'Abbé Pierre

Sur ma tombe, à la place de fleurs et de couronnes, apportez-moi les listes de milliers de familles, auxquels vous aurez pu donner les clés d'un logement

## La région prend sa part

Cette année encore, la Région Île-de-France a prouvé son volontarisme en consacrant une part conséquente de son budget à la création de logements sociaux, à la réhabilitation du parc existant, au logement des jeunes et à la lutte contre la précarité énergétique.

Avec l'adoption du projet de SDRIF, nous avons réaffirmé nos ambitions et nos objectifs, c'est à dire la production de 70.000 logements neufs par an, dont 30% de logements sociaux et très sociaux.

Nous nous rapprochons ainsi du « milliard d'euros » pour le logement sur la durée de la mandature, pour lequel notre majorité s'était engagée il y a maintenant plus de deux ans.

Le groupe et moi Saluons à ce titre l'engagement de la vice-présidente en charge du logement, et le travail fourni par ses collaborateurs et les services régionaux.

Mais l'activisme du conseil régional ne suffira pas à lui seul à surmonter les difficultés structurelles du secteur de la construction.

Elles touchent l'ensemble de la chaîne de production du logement en Île-de-France, et vont du désengagement de l'Etat –merci les gouvernements précédents - à l'explosion des coûts du foncier, en passant par le dérèglement du marché immobilier

Il n'y a donc pas qu'une question financière

C'est la question même de la gouvernance du logement en Île-de-France que la Région a souhaité interroger en réclamant une Autorité organisatrice du logement de périmètre régional, dotée de moyens conséquents et d'un pouvoir coercitif. Cela va se discuter en 2013 il faudra être vigilant.

Pour finir Dans le contexte de « responsabilité budgétaire » que nous connaissons actuellement, la raréfaction des deniers publics appelle avant tout à la réaffirmation de priorités claires et en particulier la vocation de notre institution à se rendre utile et efficace pour les citoyens et ceux qui en ont le plus besoin.

Dans cette optique, via nos amendements, nous vous proposerons par exemple de concentrer nos efforts sur le logement des franciliens plutôt que sur l'immobilier d'entreprise

Nous présenterons de nouvelles ambitions dans la lutte contre la précarité énergétique. Enfin, nous insisterons sur la priorité à viser et soutenir encore et toujours en priorité les catégories les plus fragilisées par la crise

Je vous remercie